

DÉVELOPPEMENT > SOCIAL

VOLUME 6 • NUMÉRO 2 • NOVEMBRE 2005

Les **Laurentides** et le développement social

Les affaires municipales,
c'est aussi du développement social

DOSSIER >

Paul Bernard

La mesure du développement social

Québec 



DÉVELOPPEMENT > SOCIAL

VOLUME 6 • NUMÉRO 2 • NOVEMBRE 2005

SOMMAIRE

1 Le mot de la rédaction
Trois dossiers importants

2 **Éditorial**
Les organismes communautaires
et le développement social

9 **Dossier :**
Les Laurentides et le
développement social

36 **Autour du municipal**

39 **Dossier :**
Les affaires municipales, c'est
aussi du développement social

50 **Dossier :**
La mesure du
développement social

3 **Chez nous en région...**
7 **À vous la parole**

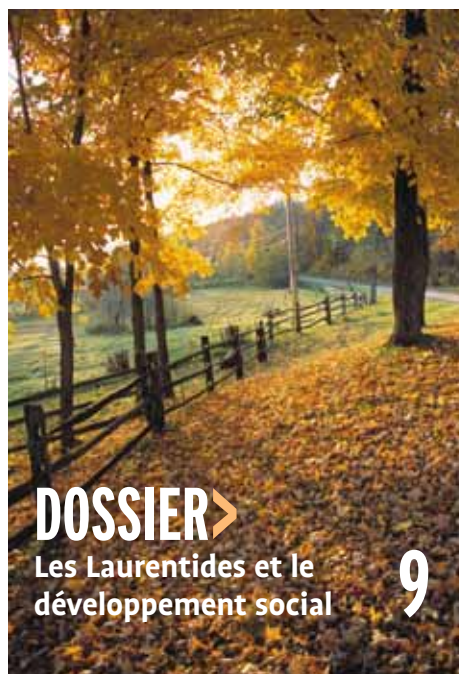


PHOTO : MARTIN GIRARD

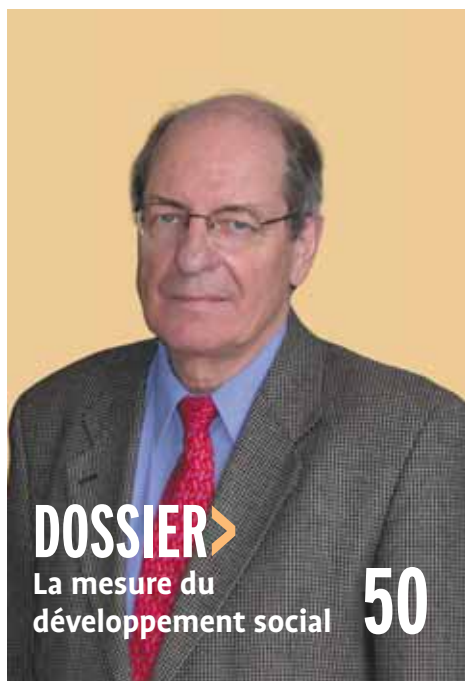


PHOTO : ISABELLE THÉRIEN

58 **On a lu pour vous**
61 **Nouvelles brèves**
66 **Lectures utiles**

LE MOT DE LA RÉDACTION



MICHEL MOREL,
DANIÈLE AVELINE,
RÉAL BOISVERT,
MICHAEL WATKINS
ÉQUIPE DE RÉDACTION

Trois dossiers importants

Enfin finies ces vacances! Une bonne chose de réglée, on peut enfin passer aux choses sérieuses.

Pour ce numéro, nous vous offrons plusieurs dossiers importants. En premier lieu, nous vous présentons un dossier à caractère régional : *Les Laurentides et le développement social*. Avec la collaboration de Lysanne O'Sullivan, présidente du Conseil régional de développement social des Laurentides et Vice-présidente de la Conférence régionale des élus, ainsi que celle de Catherine Landry-Larue, de la Coopérative de travail Essor Conseil, nous avons rencontré un nombre important de personnes, des élus municipaux, des gestionnaires et des personnes intervenant sur le terrain. De toutes ces rencontres semble vouloir émerger un message assez clair, soit celui d'une région où les acteurs semblent vraiment vouloir travailler ensemble au développement de leurs milieux.

Un second dossier, bien d'actualité : *Les affaires municipales, c'est aussi du développement social!* Pour réaliser ce dossier, notre collègue Danièle Aveline a, elle aussi, multiplié les rencontres et les échanges, tant avec des élus municipaux qu'avec des citoyens et des observateurs. En outre, elle nous offre aussi le point de vue des deux associations municipales, l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités.

Le troisième dossier est d'envergure. Il porte sur la question de *la mesure du développement social*, ou, plus spécifiquement, sur la question des indicateurs de développement social. Notre collègue Réal Boisvert a reçu le mandat d'élaborer des indicateurs relatifs au développement des communautés. Pour mener à bien cette démarche, il entend s'inspirer des grands principes du développement social et s'appuyer sur la participation des acteurs concernés. Un premier texte présenté dans ce dossier décrit la démarche et la place de la participation des acteurs concernés dans cette démarche. D'autres textes rappellent les travaux menés par Paul Bernard de même que ceux de Maurice Lévesque. Il est évident que la revue DÉVELOPPEMENT SOCIAL suivra de près l'évolution de cette démarche et en rendra compte régulièrement dans ses pages.

Bonne lecture.

Concernant la distribution de la revue...

La revue est distribuée par le biais de réseaux d'organismes afin de limiter les frais postaux. Il peut arriver que des personnes, engagées dans leur milieu, reçoivent plusieurs copies de la publication. Nous leur demandons de retourner les copies inutilisées auprès de l'organisme distributeur en lui demandant de remédier à la situation. Par ailleurs, pour favoriser une diffusion plus efficace de la revue, pourquoi ne pas la faire circuler dans votre milieu une fois que vous en avez terminé la lecture? Ce serait là un moyen de nous aider à mieux rejoindre les personnes et organisations engagées en développement social. Nous vous en remercions.

La rédaction.

Consultez notre site

La Toile du développement social au Québec

www.inspq.qc.ca/DeveloppementSocial

est un site web complémentaire à la revue. On y trouve des informations pratiques concernant les publications récentes, les événements à surveiller ainsi que des références utiles.

Abonnez-vous au DS Express

Le **DS Express** est une lettre mensuelle d'information destinée à ceux et celles qui s'intéressent aux questions de développement social. On peut s'y abonner à l'adresse suivante :

www.inspq.qc.ca/DeveloppementSocial/DSExpress.

Ces ressources sont à votre disposition, faites-nous connaître vos publications, les activités que vous menez dans vos milieux, nous nous ferons un plaisir d'en faire la promotion. On peut nous communiquer ces informations par courrier électronique (developpement.social@inspq.qc.ca).

À vous la parole...

Vous souhaitez réagir à l'un des textes publiés dans la revue? Vous avez des opinions sur l'un ou l'autre des aspects du développement social? Vous avez envie de le faire connaître? Vous souhaitez nous suggérer des idées de contenu, de reportages? Écrivez-nous, par courrier électronique (à l'adresse developpement.social@inspq.qc.ca), ou par la poste :

Revue DÉVELOPPEMENT SOCIAL
Institut national de santé publique du Québec
500 René-Lévesque Ouest, bureau 9.100
Montréal, Québec, H2Z 1W7

La rédaction.



ÉDITORIAL

PAR MICHEL MOREL
RÉDACTEUR EN CHEF

Les organismes communautaires et le développement social

Dans le présent numéro, sous la rubrique À vous la parole! Renaud Beaudry, de la TROC – Centre-du-Québec/Mauricie vient lancer une invitation à un colloque sur le thème *Pour relever le défi de la reconnaissance et du soutien de l'action communautaire au Québec*. Renaud a intitulé son texte: «L'action communautaire québécoise: la clé de l'évolution sociale et citoyenne au Québec!». Le point de vue est clairement affirmé.

On le sait, les démarches sur le développement social mobilisent beaucoup d'organisations depuis quelques années, surtout aux niveaux local et régional, alors qu'au niveau central, on semble surtout prendre acte de ce qui se fait dans les milieux. Rappelons qu'au point de départ, en 1997-1998, plusieurs représentants d'organismes communautaires furent sceptiques et critiques face aux démarches sur le développement social, quelques-uns y voyant une opération parachutée du central, alors que d'autres se méfiaient de l'intérêt nouveau que suscitaient chez les organismes publics les questions de pauvreté et d'exclusion, de participation sociale et de citoyenneté.

Aujourd'hui, en 2005, où en sommes-nous? Dans quel contexte inscrire l'appel lancé par les organisateurs du colloque *Pour relever le défi de la reconnaissance et du soutien de l'action communautaire au Québec*?

D'abord, comme le rappelle Renaud Beaudry, il faut mentionner le fait que le Québec s'est doté d'une Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire: «Celle-ci est, selon plusieurs, un bon

compromis entre les prérogatives de l'État québécois et les aspirations légitimes du mouvement communautaire». Mais il s'empresse d'ajouter: «Le hic, c'est que l'actualisation de cette Politique a été chamboulée par de nombreux changements de titulaires ministériels, banalisée par les réformes en cours dans plusieurs ministères et, somme toute, victime de la valse hésitation du gouvernement à l'égard de notre mouvement».

Le texte de Beaudry précise le but du colloque: «... nous pressons les différents ministères du gouvernement du Québec, les milieux de la recherche, le secteur philanthropique québécois et les milliers d'organisations communautaires de passer de l'incertitude et de la méfiance à une volonté partagée et solidaire d'agir ensemble pour lutter contre les inégalités sociales et pour améliorer la qualité de vie des citoyens et citoyennes du Québec». Puis, plus loin, il insiste sur l'importance du mouvement communautaire: «Rappelons en effet que les organismes communautaires constituent au Québec un réseau exceptionnel dont on ne retrouve aucune correspondance ailleurs dans le monde occidental. Ce réseau visionnaire, innovateur et expérimental est, comme le signale Suzanne Péloquin du ROC 03,

le secret le mieux gardé de notre société. Son action est trop souvent menée dans l'ombre. Pourtant ce réseau peut, si plusieurs conditions sont réunies, assumer un rôle de premier plan dans le développement social, le développement des communautés et le développement de la citoyenneté partout au Québec». Il y va ensuite d'un souhait: «Il importe donc que le colloque permette l'expression de la valeur et de l'originalité de l'action communautaire pour éviter qu'elle ne soit noyée ou submergée par un vent de réforme généralisateur et insensible aux initiatives issues des milieux». Il suggère ensuite un certain nombre de moyens par lesquels l'État pourrait mieux supporter le mouvement communautaire.

On ne saurait aborder la question du développement social en négligeant l'apport du mouvement communautaire. Cette conviction, affirmée d'emblée par les organisateurs du Forum de 1998, et confirmée par les conclusions formulées par les participants eux-mêmes, a toujours été présente dans les débats sur le développement social. Il en est de même pour la question de la participation sociale.

Mais au-delà des discours, c'est dans le cadre concret de la définition des actions à mener sur le terrain que se situe le défi de l'arrimage entre, d'une part, les convictions et les pratiques des organismes communautaires et, d'autre part, les orientations retenues par les acteurs institutionnels. Le constat s'impose: l'arrimage entre l'action des groupes communautaires et celle des institutions publiques est encore et toujours semé d'embûches. Ce

sont «deux cultures qui s'affrontent» mentionnait Lise Gervais² dans un texte en 2000. «Deux cultures, mais aussi deux légitimités» comme nous l'écrivions en mars 2000³. L'une issue du milieu, portée par des citoyens et citoyennes engagés, travaillant, à leur façon, au mieux-être de leurs concitoyens et concitoyennes. L'autre légitimité étant celle des institutions publiques mises en place par l'État, chargées, elles aussi, de voir au mieux-être des personnes, mais à partir d'orientations circonscrites, définies principalement par les ministères sectoriels, et de pratiques validées par l'appareil hiérarchique. Deux cultures, deux légitimités et deux formes de solidarité sociale. L'une étant l'expression de la volonté collective de veiller au bien-être de chacun, par des politiques et des programmes conçus et adoptés par des politiciens-politiciennes élus démocratiquement pour porter ces responsabilités; l'autre étant l'expression de citoyens-citoyennes désireux d'agir eux-mêmes sur des situations ou des enjeux. La première forme de solidarité sociale reposant sur la démocratie de représentation, l'autre se réclamant d'une démocratie de participation. Aujourd'hui, 5 ans plus tard, les choses ont-elles vraiment changé? Comment qualifier aujourd'hui les rapports entre le communautaire et l'institutionnel?

Un débat nécessaire et urgent

Quelle est la place des organismes communautaires dans le développement social du Québec? C'est bien là la question centrale du colloque de la TROC – Centre-du-Québec/Mauricie. Et il est grandement temps que ce débat ait lieu. Que l'invitation provienne du secteur communautaire ne surprendra probablement personne. Il reste à souhaiter que les ministères et organismes ciblés par les organisateurs du colloque soient présents et que les débats qui s'y dérouleront soient porteurs de rapprochement.

1 Regroupement des organismes communautaires de la région de Québec.

2 Développement social, participation sociale et organismes communautaires, Bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Volume 1, numéro 2, mars 2000, p.9.

3 Pourquoi un dossier «Organismes communautaires et développement social?», Michel Morel, Bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Volume 1, numéro 2, mars 2000, p.2.



CHEZ NOUS EN RÉGION

Cette rubrique vise à faire connaître ce qui se fait dans les localités et les régions en matière de développement social. Le lecteur y trouvera des informations utiles concernant des activités menées dans les milieux. Ces informations nous sont fournies par les instances de concertation régionales en développement social, par les responsables du dossier développement social des Conférences régionales des élus, de même que par les organisations locales elles-mêmes. À cet effet, nous invitons les organisations à nous acheminer les informations relatives à leurs activités, sous forme de brèves nouvelles, à l'adresse : michel.morel@inspq.qc.ca.

Assemblée de fondation du RQDS

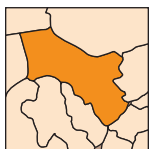
Les membres du comité de coordination du RQDS organisent actuellement la tenue d'une rencontre des régions et ce dans le cadre de l'Assemblée de fondation du RQDS. Outre l'assemblée de fondation et les élections en vue de former le Conseil d'administration, l'événement propose aux participants une période d'échanges et de réflexion sur l'intersectorialité et le réseautage entre les acteurs (obstacles et opportunités, conditions et stratégies). La rencontre aura lieu à Québec, les **10 et 11 novembre 2005**.

Les modalités entourant le déroulement et le contenu de cette rencontre de première importance seront transmises prochainement aux répondants régionaux.



Pour information :

Roxanne Lauzon, Conférence régionale des élus de l'Outaouais,
(819) 663-2480 poste 223 rlauzon@cre-o.qc.ca



Mauricie

Les nouvelles de la Mauricie sont bonnes.

Depuis cinq ans, la Mauricie est engagée dans une démarche de concertation et de mobilisation visant le développement social individuel et collectif par des actions concertées visant la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale. Les partenaires actuels de cette entente, soit l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, la Conférence régionale des élus, Emploi-Québec, la Sécurité du revenu et le ministère des Affaires municipales et des Régions sont satisfaits des résultats. Ils affirment leur volonté de continuer, voire même, d'intensifier leurs efforts et souhaitent s'adjoindre de nouveaux partenaires et mettre à la disposition de la région, en collaboration avec les instances de la CRÉ, leurs expertises et leurs efforts afin de prendre une part active dans le nouveau plan quinquennal de la Mauricie.

Pour la mise en œuvre de cette entente de collaboration, un comité de coordination régional est composé de la coordonnatrice, d'un représentant des ministères régionaux signataires de l'entente, de Centraide Mauricie et d'un(e) représentant(e) de chacun des territoires de MRC. Ces derniers sont mandatés par un comité pour faire les liens entre les territoires de MRC et le palier régional. Un comité de suivi assure un rôle administratif et est composé des directeurs régionaux des signataires de l'entente.

Nous pouvons conclure que nous avons une meilleure connaissance de l'état de situation du développement social des territoires de la Mauricie. Des mécanismes de collaboration pour la mise en commun d'expertises sociales prennent forme. La mouvance des organisations nous incite à clarifier les rôles du local par rapport au régional et ce, surtout dans une perspective de cohérence tant demandée par les acteurs locaux. Quant au soutien aux territoires, pierre d'assise du Consortium, il repose inévitablement sur les liens, le réseautage, une bonne circulation de l'information et enfin l'assurance de la continuité.

Le développement social s'est définitivement tracé une place au Québec depuis le Forum provincial de 1998, notamment dans les nouvelles collaborations entre le milieu municipal, celui du développement régional et les divers acteurs sociaux. Il est certain que la Mauricie s'est démarquée par son leadership en développement social et qu'elle a été porteuse d'espoir par la volonté affirmée des partenaires à travailler ensemble pour le mieux-être de la collectivité. Tout n'est pas facile mais le dialogue est présent.

La prochaine étape nous interpelle à renouveler nos partenariats et à créer les alliances nécessaires à l'avancement du développement social de la Mauricie. Nous croyons encore que «faire ensemble» fait la différence. Le nouveau plan quinquennal que la région s'est donnée sera-t-il porteur de changements favorables à la poursuite et au renforcement des initiatives de développement social sur tout le territoire de la Mauricie? Il est de la prétenction des partenaires impliqués tant au local qu'au régional de répondre par l'affirmative. On pourrait dire qu'on a le vent dans les voiles pour aborder cette nouvelle entente de partenariat en développement social.



CÉCILE THÉRIAULT

Pour information :

Cécile Thériault
Consortium Développement social
Téléphone : (819) 693-3937
Courriel : cecile_theriault_rr04@ssss.gouv.qc.ca
Site Web : <http://www.agencesso04.qc.ca>
<http://www.cre-mauricie.qc.ca>



Lanaudière

Une année d'action autour de la question du logement

Ils étaient plus de 60 acteurs du développement social présents à l'assemblée générale de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière le 25 mai dernier. La coordonnatrice, Chantal Lalonde, a tracé un portrait des travaux réalisés au cours de la dernière année tels que la tenue de la journée « Action Collectivité » qui a permis de faire connaître à 80 intervenants en développement social les programmes du gouvernement fédéral; l'organisation d'une campagne de sensibilisation sur le logement social qui a permis de déposer à l'Assemblée nationale une pétition de 2600 signatures pour l'augmentation du financement au logement social et l'assouplissement des programmes; la démarrage du projet « Habitat-Santé, » qui vise la rénovation de résidences ayant des problèmes de moisissure avec des impacts négatifs sur la santé; la réalisation d'un site internet permettant l'accès à plusieurs documents sur la région et le support aux six comités locaux de développement social par l'octroi de 150 000 \$ à 15 projets qui visent la lutte contre la pauvreté, la réussite scolaire, le réseautage, l'insertion en emploi, la sécurité alimentaire et la participation citoyenne.

Le développement d'approches novatrices en logement social, la poursuite du projet Habitat-Santé, la sécurité alimentaire, la création d'une Fondation communautaire, la planification communautaire Jeunesse et la signature d'une nouvelle entente spécifique en développement social seront les priorités de la Table pour 2005-2006.

Le nouveau conseil d'administration est composé de Mesdames Estelle Dionne du comité local de Les Moulins, Ginette Gagnon du comité local de Joliette, Josée Mailhot du comité local de L'Assomption, Denise Robitaille déléguée par la Table régionale des organismes communautaires (TROCL), Manon Bonin du Ministère des Affaires municipales et des régions (MAMR) et Messieurs Alain Coutu du comité local de la Matawinie, Jocelyn De



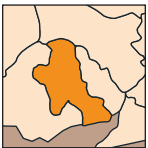
Chantal Lalonde, coordonnatrice entourée des 2 coprésidents soit Alain Coutu Comité local de MRC Matawinie et Estelle Dionne comité local de MRC Les Moulins. Autres administrateurs: Eric Gourde, du comité local de Montcalm, Manon Bonin du MAMR, Josée Mailhot du comité local de l'Assomption, Ginette Gagnon du comité local de Joliette, Pierre Desrochers du MESS Sécurité du Revenu, Jocelyn de Grandpré du comité local de D'Autray et Laurent Marcoux de la DSP. Sont absents sur la photo: Jean Jetté de la Table de l'Éducation, Daniel Brazeau de la Table des Préfets et Denise Robitaille de la TROCL.

Grandpré du comité local de D'Autray, Éric Gourde du comité local de Montcalm, Laurent Marcoux délégué par l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, Daniel Brazeau délégué par la Table des Préfets, Pierre Desrochers du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et Jean Jetté délégué de la Table de l'Éducation.

Pour les coprésidents de la Table, soit Estelle Dionne et Alain Coutu, la Table des partenaires du développement social de Lanaudière est devenue, au fil des années, un outil de développement majeur dans notre région. Elle incarne désormais un exemple de la force du partenariat et de la richesse d'une approche transversale.

On peut se procurer le rapport d'activités ou toute autre documentation en lien avec le développement social de Lanaudière sur le site internet à l'adresse www.tpsdl.org ou téléphoner au (450) 759-9944.

**Source : Chantal Lalonde (450) 759-9944
Table des partenaires du développement social de Lanaudière**



Laurentides

La concertation dans la MRC des Pays-d'en-Haut

par Catherine Landry-Larue

Présidente Table de concertation de Sainte-Adèle

Le modèle de concertation développé dans la MRC des Pays-d'en-Haut est unique au Québec. Il sert de véritable levier à la participation citoyenne de la communauté. Les tables de concertation réunissent des acteurs des milieux sociaux, politiques, communautaires et économiques et ce sont des citoyens bénévoles qui en assument la présidence.

Chacune des municipalités de la MRC a sa table de concertation, avec sa couleur propre, teintée de ses caractéristiques locales. Les tables sont articulées autour de l'identité municipale des organismes, entreprises et individus qui les constituent. Elles sont toutes des lieux où les citoyens et organismes véhiculent et reçoivent des informations, montent des projets pour revitaliser le milieu et donnent un soutien moral ou technique à des initiatives locales. Les objets de discussion et sujets à l'ordre du jour n'y sont pas inscrits dans une problématique particulière, mais

reflètent les préoccupations de l'ensemble des acteurs et citoyens, tout en offrant des pistes de solution.

Parallèlement, la MRC a également des tables thématiques, soit la table des aînés, la table adulte-emploi et la table jeunesse, subdivisée en deux sous-comités, soit le 0-5 ans et le 6-18 ans.

Ce vaste mouvement découle d'une volonté d'adapter les services de proximité du CSSS des Pays-d'en-Haut. Pour favoriser le bien-être de sa population, le CSSS des Pays-d'en-Haut a voulu sonder ses besoins. Il a commencé à expérimenter l'implantation de « l'approche milieu » au sein de son territoire, au début des années 1990. Il s'agissait de faire évoluer la desserte de services en passant d'un cadre de prise en charge, dirigé par des politiques ministérielles centralisées, vers un mode de gestion participative impliquant le client et son écosystème dans l'application des traitements. On générerait, par le fait même, une dimension préventive face aux problèmes de santé de la communauté. Dans cette perspective de prévention, le CSSS a développé des mécanismes de consultation se voulant un retour sur les préoccupations des intervenants agissant sur les déterminants de la santé.

En support aux tables de concertation s'est greffé le Regroupement de ces tables avec ses partenaires. Cette structure est née suite à la tenue d'un premier forum des tables de concertation de la MRC des Pays-d'en-Haut, qui visait à mettre en commun les priorités locales, à échanger autour des problématiques concernant la santé et la qualité de vie, le

Vers une concertation régionale sur la sécurité alimentaire

Par Céline Poissant, DSPE et Chantal Lalonde, coordonnatrice de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière

La DSPE de Lanaudière et la Table des partenaires du développement social de Lanaudière (TPDSL) travaillent conjointement, depuis peu, à amorcer une démarche de réflexion et de concertation intersectorielle régionale sur la sécurité alimentaire.

Cette nouvelle collaboration entre les deux partenaires se situe dans une perspective élargie de la sécurité alimentaire et se rapproche de celle proposée par le bureau européen de l'OMS, selon laquelle :

« Chacun a, à tout moment, les moyens tant physiques qu'économiques d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine; les aliments sont produits et distribués d'une manière respectueuse des processus naturels et, par conséquent, durable; la consommation et la production d'aliments reposent sur des valeurs sociales qui sont à la fois justes, équitables et morales; l'aptitude de chacun à acquérir des aliments est garantie; les aliments proprement dits sont satisfaisants sur le plan nutritionnel et acceptables sur les plans personnel et culturel; les aliments sont obtenus d'une manière qui respecte la dignité humaine. »¹

Cette perspective rejoint les réflexions qui se développent de plus en plus dans le milieu de la santé publique. On est arrivé au constat qu'il faut s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et non seulement chercher à assurer l'accès des personnes démunies aux aliments. Il apparaît même pertinent d'aborder globalement un ensemble de problèmes liés à l'alimentation qui touchent l'ensemble de la population et qui sont associés au système agroalimentaire. Dans une optique de développement social et de développement durable, il faut se poser collectivement des questions sur les modes de production, de distribution et de transformation des aliments pouvant entraîner des problèmes de santé (obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, etc.), des risques sanitaires (maladie de la vache folle, grippe aviaire, etc.) ou l'insécurité alimentaire d'une partie de la population.

La DSPE et la TPDSL souhaitent donc concerter l'ensemble des acteurs de l'alimentation pour trouver des solutions locales et régionales aux différents problèmes de sécurité alimentaire. Concrètement, les deux partenaires envisagent la réalisation d'une étude évaluative en vue de mieux connaître les positions officielles et les engagements (réalisés et prévus), en cette matière, des diverses organisations régionales concernées; l'organisation d'un forum régional sur cette problématique; ainsi que l'élaboration d'un plan d'action régional. Peut-être envisagera-t-on dans Lanaudière, comme il en est question dans la région de Montréal-Centre², la possibilité de mettre sur pied un Conseil de politique alimentaire, c'est-à-dire une structure consultative permanente mandatée pour se pencher sur les différents enjeux de l'alimentation ?



Présentation du comité (de gauche à droite) : Céline Poissant agente de recherche à la DSPÉ, Chantale Riel agente de concertation de la TPDSL, Gilbert Mathieu de la Fédération de l'UPA, Sylvie Boucher de Moisson Lanaudière, Maurice Paquin du Conseil régional de l'environnement de Lanaudière (CREL), Monique Ducharme nutritionniste et agente de planification des programmes à la DSP et Martial Landreville du MAPAQ (absent sur la photo).

1 Équiterre., *La sécurité alimentaire : Un enjeu de société, une responsabilité de tous les intervenants de la chaîne alimentaire*, Montréal, 2004, p. 13-14.

2 Direction de santé publique de Montréal Centre. « Vers un Conseil de politique alimentaire à Montréal », dans *Des gestes plus grands que la panse*, Montréal, Dossier 10, novembre 2004.

décrochage social et le développement local et à en dégager des priorités sous-régionales. Le Regroupement réunit des représentants de toutes les tables locales et thématiques, du CSSS, des élus municipaux, des organismes communautaires et des acteurs oeuvrant dans des organismes à portée régionale ou sous-régionale.

Le Regroupement est maintenant devenu un organisme à but non lucratif dont la mission est de : « Définir une vision globale du développement, en tenant simultanément compte du contexte économique, politique, social, culturel et environnemental dans lequel les citoyens vivent et développer des stratégies reposant sur la mise à contribution optimale des ressources du milieu ». Le Regroupement permet, par la participation active des citoyens, la circulation d'informations qui aident à mieux définir les priorités sous-régionales et à fournir des appuis moraux aux projets promus dans la MRC ou dans les tables de concertation, lorsque ces projets ont une portée régionale.

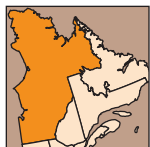
Les tables de concertation ne sont pas qu'un mécanisme de consultation pour le CSSS. Elles ont des retombées directes dans leurs communautés. Ainsi, par exemple, le Conseil Jeunesse des Pays-d'en-Haut pilote un vaste projet de réussite éducative. À Sainte-Marguerite, la Société d'horticulture, l'Association des gens d'affaires et la distribution de lait et galettes dans les écoles sont trois projets directement issus de la table de concertation. À Sainte-Adèle, l'accueil des nouveaux arrivants, la politique familiale et le comité du logement abordable sont nés de la concertation locale. À Saint-Adolphe-d'Howard, la table de concertation

a mené tout un débat sur la planification des loisirs offerts aux jeunes et a contribué grandement à faire progresser le dossier. À Wentworth-Nord, le service des premiers répondants est né d'un travail de la table de concertation. Toutes les tables se sont impliquées dans la mise en place d'un système de transport collectif. Partout, des élus ou représentants municipaux participent aux tables, répondent aux questions et sont à l'écoute des suggestions mises de l'avant.

Une autre retombée directe de la mise en place de ce modèle de concertation est la multiplication de projets récompensés par le Réseau québécois des Villes et Villages en santé (VVS). Toutes les municipalités de la MRC adhèrent à VVS. Toutes les tables de concertation s'intéressent à ce réseau sur lequel elles diffusent de l'information. Plusieurs délèguent des représentants au colloque annuel de l'organisme. Le Regroupement des tables de concertation et des Partenaires de la MRC des Pays-d'en-Haut a d'ailleurs posé sa candidature pour être l'hôte du colloque international 2006. La réponse a été positive et la MRC des Pays-d'en-Haut, conjointement avec Val-David et Saint-Jérôme, recevra le prochain colloque international à l'automne 2006.

CATHERINE
LANDRY-LARUE





Nord-du-Québec

Le Comité de développement social de la Baie-James : Projets et réalisations

Depuis sa création en 2000, le Comité de développement social de la Baie-James (CDSBJ) s'est progressivement élargi en accueillant dans ses rangs des représentants de divers organismes gouvernementaux, paragouvernementaux, communautaires et socio-culturels, de sorte que le comité compte actuellement plus de 20 membres actifs.

Bien qu'au tout début il ne semblait pas évident de concilier les intérêts de groupes si différents, il est apparu, avec le temps, qu'une telle diversité d'acteurs tant locaux que régionaux amène une dynamique très particulière au sein du Comité, dynamique basée essentiellement sur le respect des opinions des différents membres, ainsi que sur la convivialité et la recherche de consensus.

Cette dynamique intersectorielle s'est rapidement traduite en de nombreuses réalisations au cours des 5 dernières années, dont nous n'énumérerons que les principales :

- 1- Incorporation du CDSBJ;
- 2- Réalisation d'un inventaire des actions en développement social dans la région;
- 3- Premier colloque régional en développement social, tenu à Lebel-sur-Quévillon à l'automne 2003, sous le thème Vivre le Nord-du-Québec : quand le social rejoint l'économique;
- 4- Rencontre de travail sur les objectifs et orientations du CDSBJ en mars 2005;
- 5- Première assemblée générale annuelle en juin 2005 au cours de laquelle les membres ont unanimement résolu de donner une plus grande visibilité au CDSBJ : création d'une signature visuelle, élaboration d'un plan de communication, etc.;
- 6- Élaboration d'un plan d'action triennal 2005-2008 en développement social;
- 7- Participation aux Portraits de communauté de Lebel-sur-Quévillon, Chapais, Valcanton, Villebois et Chibougamau, et dans un proche avenir, Matagami et Radisson;
- 8- Adhésion récente de Matagami au réseau VVS, toutes les autres localités de la région en faisant déjà partie.

Parmi les grands projets pour la prochaine année, mentionnons :

- 1- Adhésion au Réseau québécois de développement social et participation active à toutes les activités provinciales en développement social;
- 2- Démarches de négociation d'une entente spécifique en développement social pour la région du Nord-du-Québec;
- 3- Mission France-Québec : participation en septembre de 2 représentants de la direction de santé publique du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James à une mission d'observation en France sur les pratiques en matière de développement social, de soutien aux familles et de réduction des inégalités sociales.

Somme toute, les actions du CDSBJ sont très mobilisatrices et ont un impact certain sur la qualité de vie de la population nord-québécoise; il s'agit d'un bilan très positif pour une si jeune organisation et il semble bien que les défis à relever dans les prochaines années soient à la hauteur des attentes des membres du CDSBJ.

Gilbert Lemay, président du CDSBJ
Manon Laporte, porte-parole du CDSBJ.
 418-748-3575, poste 5114



Les membres du **Comité de développement social de la Baie-James**

Jean-Jacques Bouillon, Localité de Villebois
Patrick Compertino, Commission scolaire de la Baie-James
Louise Duplessis, Carrefour Jeunesse Emploi de la Jamésie (secteur Chapais)
Jean-Robert Gagnon, Centre local de développement de la Baie-James
Nicole Gosselin, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
Patricia Hébert, Ministère du développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Christiane Jalbert, Centre de santé de Radisson
Marie-Claude Labbé, Centre de santé Lebel
Ginette Laberge, Comité condition féminine Baie-James
Manon Laporte, CRSSS de la Baie-James
Mireille Lechasseur, Centre de santé de Chibougamau
Michel Leduc, Carrefour Jeunesse Emploi de la Jamésie
Gilbert Lemay, CRSSS de la Baie-James
Yvan Moreau, Conférence régionale des élus de la Baie-James
Cécile Philippon, Localité de Valcanton
Germain Provencher, Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille – Sécurité du revenu
Darlène Savard, SADC - Matagami
Sandra St-Pierre, TROC-10
Nathalie Truchon, SADC de Chibougamau-Chapais inc.
 de même que des représentants du Centre d'études collégiales à Chibougamau, du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec (Chibougamau).

Mentor-Nord Québec; des rencontres pour explorer, se « re-connaître » et...se choisir.

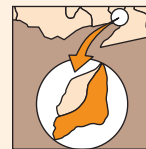
Comment susciter l'ouverture d'une fenêtre sur le monde pour des jeunes et des moins jeunes en regard aux multiples perspectives de carrière s'offrant à eux? Comment arriver à recenser et à valoriser les ressources humaines du milieu afin de contribuer à l'édification de citoyens modélisants? Par ailleurs, comment créer un espace constituée d'une fierté d'appartenance pour les citoyens de la belle région de la Jamésie, région qui souffre de l'exode de ses jeunes mais aussi, de ses moins jeunes? Défi de taille considérant un contexte des plus instable du point de vue socio-économique!

Pour répondre adéquatement à ce défi, il apparaissait impératif de contribuer à la création de rencontres afin de contrer l'isolement tant humain que géographique, quelles que soit la distance et quelles que soit la perspective à explorer. C'est ainsi qu'a germé l'idée de former des jumelages par le biais du mentorat. Ainsi, depuis le début de mars 2005, des expériences de jumelages ont débuté à Chapais, entre des jeunes en exploration de carrière et des mentors possédant le profil des critères recherchés par les mentorés.

Conscient de l'impact bénéfique de cette initiative, le projet est en voie de devenir régional et de ce fait- et en concordance avec la mission du Carrefour Jeunesse-emploi de la Jamésie- il supportera le parcours des jeunes jamésiens de 12 à 35 ans, en démarches d'exploration, d'orientation ou de réorientation de carrière, possédant peu ou pas d'expérience sur le marché du travail ciblé, en vue d'être jumelés à des ressources humaines du milieu.

Belle initiative qui assurément, rapportera tant aux individus qu'à la communauté dans la reconnaissance des « potentiels » qui prévalent en régions éloignées.

Pour information : Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie
Louise Duplessis, Tél. : (418) 745-3895, conseiller.cjchapais@lino.com



Montréal

En mars dernier, le Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal tenait un colloque sur les approches intégrées en développement social urbain. L'événement réunissait 250 personnes et fut, de l'avis des participants, un véritable succès. Les actes du colloque « Les approches intégrées en développement social urbain : enjeux et défis » sont maintenant disponibles.



Pour information :
<http://www.credemontreal.qc.ca/Publications/Developpementsocial/Actesapprochesintegrees230905.pdf>

À VOUS LA PAROLE

PAR RENAUD BEAUDRY

TROC CENTRE-DU-QUÉBEC/MAURICIE
MEMBRE DU COMITÉ ORGANISATEUR DU
COLLOQUE POUR RELEVER LE DÉFI DE LA RECONNAISSANCE
ET DU SOUTIEN DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AU QUÉBEC

L'action communautaire québécoise : la clé de l'évolution sociale et citoyenne au Québec!

La Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux Centre-du-Québec/Mauricie organise au printemps prochain un colloque dont le titre, « Pour relever le défi de la reconnaissance et du soutien de l'action communautaire au Québec » se veut tout à la fois une pressante invitation et un appel à la mobilisation. Une invitation d'abord afin de poursuivre dans la foulée des efforts accomplis depuis quelques années pour faire partager cette conviction que l'action communautaire québécoise constitue la clef de l'évolution sociale et citoyenne au Québec. Un appel ensuite, car nous pressons les différents ministères du gouvernement du Québec, les milieux de la recherche, le secteur philanthropique québécois et les milliers d'organisations communautaires de passer de l'incertitude et de la méfiance à une volonté partagée et solidaire d'agir ensemble pour lutter contre les inégalités sociales et pour améliorer la qualité de vie des citoyens et citoyennes du Québec. Un projet somme toute qui est à notre mesure puisque les forces en présence pour l'affronter sont nombreuses et mobilisées : 5 000 organisations présentes sur l'ensemble du territoire québécois, 20 000 travailleuses et travailleurs

engagés, plus de 100 000 citoyennes, militants, bénévoles impliqués et plus d'un million de Québécois et de Québécoises rejoints.

Rappelons en effet que les organismes communautaires constituent au Québec un réseau exceptionnel dont on ne retrouve aucune correspondance ailleurs dans le monde occidental. Ce réseau visionnaire, innovateur et expérimental est, comme le signale Suzanne Péloquin du ROC¹, le secret le mieux gardé de notre société. Son action est trop souvent menée dans l'ombre. Pourtant ce réseau peut, si plusieurs conditions sont réunies, assumer un rôle de premier plan dans le développement social, le développement des communautés et le développement de la citoyenneté partout au Québec. Le dira-t-on assez?

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

Un colloque pour relever le défi de l'action communautaire au Québec

L'invitation est donc lancée au milieu communautaire, à leurs alliés et à leurs partenaires pour mener ensemble une réflexion sur ces enjeux de taille qui confrontent un mouvement communautaire capable de grandes avancées sociales mais qui se retrouve encore en situation de péril. Le colloque des 2 et 3 mars 2006 à Trois-Rivières entend contribuer à créer de nouveaux leviers collectifs de reconnaissance et de soutien, de concert avec les partenaires historiques du mouvement communautaire québécois. Des chercheurEs viendront répondre à la question que se posent plusieurs politiciens « Le communautaire, qu'est-ce que ça donne ? ». Des gens vont y témoigner de leurs expériences de communauté solidaire et en santé.

Le colloque vise aussi à ce que les participants passent outre la peur et le repli sur soi pour découvrir (ou redécouvrir) la stratégie de co-production avec l'État² qui anime nombre d'organisations du tiers secteur et du secteur communautaire. On va lancer des idées, des projets et signer des ententes de solidarité car, finalement, ce colloque c'est un peu beaucoup une mission de gens du communautaire portés par leur vision positive et qui font un voyage dans les autres pays que sont les milieux de la philanthropie, les milieux de la recherche et les milieux institutionnels du gouvernement du Québec.

Pour enrichir la réforme Couillard d'une vision juste de l'action communautaire

Et puis ce colloque ne saurait passer sous silence l'actuelle réforme pilotée par le ministre de la Santé et des Services Sociaux dont la particularité est de donner l'impression qu'elle a pour but de répondre aux seuls défis spécifiques du réseau public. Si l'intégration et la hiérarchisation sont des réponses adéquates à l'immobilisme et à la compétition historique entre les établissements et les professionnels de la santé, cette recette, appliquée aux organismes communautaires, va dépouiller l'action communautaire de ses forces et priver la population d'une réponse adaptée à ses besoins. Il importe donc que le colloque permette l'expression de la valeur et de l'originalité de l'action communautaire pour éviter qu'elle ne soit noyée ou submergée par un vent de réforme généralisateur et insensible aux initiatives issues des milieux.

Pour relancer une Politique de reconnaissance empêtrée dans l'administratif, la contradiction et l'absence de vision politique

Par ailleurs, le colloque du printemps prochain entend bien revenir sur la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire. Celle-ci est, selon plusieurs, un bon compromis entre les prérogatives de l'État québécois et les aspirations légitimes du mouvement communautaire. Le hic, c'est que l'actualisation de cette Politique a été chamboulée par de nombreux changements de titulaires ministériels, banalisée par les réformes en cours dans plusieurs ministères et, somme toute, victime de la valse hésitation du gouvernement à l'égard de notre mouvement. On a l'impression parfois que le gouvernement actuel se demande encore aujourd'hui, s'il doit combattre l'ennemi « communautaire » à cause de son fort penchant à lutter pour la justice sociale ou encore, s'il doit chercher à le récupérer pour sa grande capacité à produire entraide et services à prix compétitifs.

Au Québec, les gouvernements, quelles que soient leurs allégeances, ont intérêt à comprendre qu'un fort mouvement communautaire est bénéfique pour eux et surtout pour la population. Ce qu'il faut savoir ici, c'est que le mouvement communautaire carbure à l'implication des citoyens, se mobilise pour corriger des injustices (droits, accessibilité, respect, intégration), se défonce en produisant activités et services grâce à sa liberté d'action et s'engage à la vue manifeste de la persistance de la pauvreté au Québec.

Le mouvement communautaire peut continuer et faire plus, si on supporte son accès au carburant populationnel, par exemple par un État qui met à sa disposition ses moyens de communication. Les groupes communautaires peuvent faire beaucoup et mieux encore par un soutien financier étatique qui préserve et encourage cette liberté d'action, si efficace, efficiente et performante. L'État québécois peut créer un fonds capitalisé et dédié à l'action communautaire, par une participation des sociétés d'État et des entreprises québécoises. La fiscalité québécoise, par ailleurs très imaginative pour l'aluminium, la recherche, l'agriculture, peut donner du souffle à la générosité des citoyens et des entreprises. Le livre blanc de l'ex-ministre de la Santé, Marc-Yvan Côté, donne une solide piste à l'actuel gouvernement libéral.

La liste est longue³ de solutions, de nouveaux moyens, de possibles pour qui a une vision et reconnaît tout le potentiel d'une société plus participative, plus responsable et plus juste par l'action communautaire. Imaginez un instant ce que les 400 participantEs, motivéEs par la mise en marche d'une révolution sociale et citoyenne à portée d'imagination et de solide volonté, pourront se dire et faire ensemble au colloque pour relever le défi de la reconnaissance et du soutien de l'action communautaire au Québec.

On vous donne rendez-vous à Trois-Rivières, les 2 et 3 mars 2006. Voilà un événement que ne peut manquer Développement social!

1 Regroupement des organismes communautaires de la région de Québec.

2 Les interfaces entre l'État et le tiers secteur au Québec, mars 2005, Jean Proulx, Denis Bourque, Sébastien Savard.

3 La programmation du colloque « Pour relever le défi de la reconnaissance et du soutien de l'action communautaire au Québec » sera disponible en novembre 2005. Grâce à la collaboration du Secrétariat à l'action communautaire autonome, 5 000 organismes communautaires et les membres du comité interministériel de la Politique de reconnaissance recevront la programmation.



LES LAURENTIDES ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le Conseil régional de développement social des Laurentides

Le Conseil régional de développement social des Laurentides est un jeune organisme qui voit ses origines dans la tournée provinciale de réflexion sur le développement social de 1997-1998, menée à l'initiative du Conseil de la santé et du bien-être. L'organisme de concertation a d'abord vu le jour comme commission permanente de développement social du CRD-Laurentides, une commission sans réelle autonomie administrative et financière mais avec un certain pouvoir d'influence.

Aujourd'hui, le Conseil régional de développement social des Laurentides est un organisme dûment incorporé qui regroupe des personnes issues des tables de concertation locales des MRC, des personnes provenant du milieu de la santé et des services sociaux, des réseaux de la solidarité sociale et de l'éducation, du milieu des affaires, du développement économique, d'une municipalité, des représentants des secteurs jeunes, aînés et condition féminine, de l'environnement. Le Conseil travaille activement afin de mettre en place des tables de concertation dans chacune des MRC de la région des Laurentides et doit également travailler avec acharnement afin d'assurer un minimum de financement pour soutenir ses activités.

Notre organisation, bien que jeune, a néanmoins arrêté une vision et des valeurs qui fondent nos actions :

Le conseil régional de développement social des Laurentides est porteur d'une vision de développement social harmonieux, où ses actions, à travers les différents acteurs et actrices en développement social, contribuent au développement de l'être humain, en équilibre avec le milieu économique, écologique, social et culturel. Les valeurs d'équité, de solidarité, de justice sociale, d'éthique et de respect de l'environnement sont porteuses de cette vision.

Les trois grands types de développement (social, économique, écologique) sont inextricablement reliés au développement de l'être humain et à l'environnement global (sociohistorique, géopolitique, culturel) dans lequel il se trouve. Ainsi dans notre culture de société démocratique, le développement économique contribue au développement de l'être humain quand il est prospère et équitable. Le développement écologique apporte une contribution au développement de l'être humain quand il est viable et durable. Le développement social renforce le développement humain quand il s'appuie sur la convivialité et la solidarité.

En conformité avec ce modèle, le conseil s'engage dans des actions axées sur la convivialité et la solidarité des rapports humains qui visent des perspectives de démocratie, de développement du plein potentiel de chacun, de développement des appartenances à la collectivité, d'entraide et de solidarités sociales, de participation sociale et citoyenne à part entière, de réussite personnelle et sociale et de développement du capital social favorable au mieux-être des personnes et des collectivités.

Le passage du CRD à la CRÉ

Dans la région laurentienne la venue de la Conférence régionale des élus (CRÉ) a modifié la façon de faire préalablement établie par le CRD-L. Le conseil d'administration de la CRÉ Laurentides est composé de 35 mairesses et maires et de 12 personnes représentant autant de secteurs socio-économiques : développement social, développement économique, entreprise, environnement, culture, éducation, forêt, partenaires du marché du travail, loisirs, tourisme, transport terrestre avancé, agro-alimentaire. Au sein du comité exécutif de la CRÉ on retrouve les 8 préfets et deux membres provenant des secteurs socioéconomiques, soit le secteur développement social et le secteur développement économique.

Concernant son fonctionnement, le conseil d'administration a décidé de créer douze comités sectoriels, selon les différents secteurs établis, et de leur octroyer une partie du Fonds de développement régional que chaque comité administre en collaboration avec la CRÉ. Chaque comité dépose, pour adoption par la CRE, son plan d'action, puis détermine les critères d'approbation des projets et les différents processus de diffusion de l'information. Il est important de noter que chacun de ces comités est décisionnel. La personne représentant le secteur au CA de la CRÉ assume la présidence du comité, 2 mairesses ou maires se retrouvent à la vice-présidence, un membre jeune et 8 personnes représentent chacune des 8 MRC. En outre, le comité sectoriel peut aussi s'adjoindre des personnes ressources.

Le Conseil régional de développement social des Laurentides et le soutien de la CRÉ

Le conseil régional de développement social est donc l'instance régionale de concertation en développement social et il travaille en étroite collaboration avec le comité sectoriel qui lui, relève de la CRÉ. Bien humblement nous pouvons dire que le conseil régional de développement social des Laurentides a bien tiré son épingle du jeu malgré sa jeunesse et le manque de financement. Les membres du conseil d'administration, et particulièrement les préfets, peuvent reconnaître l'apport essentiel du développement social dans chacun des milieux. C'est ainsi que nous disposons de leur appui dans le cadre de la négociation d'une entente spécifique de développement social.

Des objectifs

Le conseil régional de développement social a identifié certains objectifs à rencontrer :

- Intensifier la concertation entre les organismes locaux et régionaux du développement social afin de soutenir le développement social des territoires de MRC.
- Mettre en commun les connaissances en développement social et les rendre disponibles pour mieux comprendre et agir sur les problématiques sociales.
- Démontrer l'impact du développement social sur le développement de la région des Laurentides.
- Mobiliser et être le catalyseur des organismes de développement social afin de répondre aux besoins des personnes et des organismes de la communauté.
- Établir des liens hors région permettant le transfert des expériences et des expertises en développement social.

Des priorités d'action

Dans notre plan d'action nous avons ciblé un certain nombre de priorités d'action :

- Le renforcement des solidarités et du tissu social.
- La lutte contre la pauvreté, ses causes, ses conséquences.
- Le transport collectif.
- Le logement abordable.
- La valorisation de la famille.
- La sécurité alimentaire.
- La sécurité physique.
- La santé mentale et sociale.

Un contexte particulier

Un enjeu important en ce qui concerne la région est la mise en place de la Communauté Montréal métropolitaine (CMM) alors que certaines de nos MRC se retrouvent incluses dans la CMM et d'autres non. Il semble bien que cette méga structure supra municipale disposera de bien des responsabilités et de pouvoirs. Pour plusieurs, il semble difficile de penser concilier la mise en place d'une CMM avec le développement d'un sentiment d'appartenance à la région. Montréal est vital pour le Québec, mais on ne saurait penser le développement du Québec sur le modèle montréalais. Il ne faut jamais oublier que l'une des forces du Québec, c'est sa diversité.

Les activités en cours

Actuellement, nous mettons nos énergies à la négociation d'une entente spécifique en développement social pour la région des Laurentides avant l'été 2006. Un projet en ce sens a été déposé au CA de la CRE et le processus suit son cours.

De plus, nous continuerons à fournir des avis à la CRÉ, en fonction de l'actualité, et nous poursuivrons les objectifs identifiés dans notre plan d'action, sur la base des moyens financiers dont nous disposerons.

Le Conseil régional de développement des Laurentides est fier du travail accompli. Il importe souligner la complicité et l'amitié qui lient les membres du conseil et les partenaires qui ont tous le même objectif : un développement équilibré dans les Laurentides. Nul doute nous pouvons dire que les décideurs de la région ont emboîté le pas et que l'avenir semble annonciateur de bonnes nouvelles et d'actions prometteuses pour la population des Laurentides.

La région des laurentides et ses MRC





ENTREVUE

PAR MICHEL MOREL
ÉQUIPE DE RÉDACTION

Entrevue avec Charles Garnier Président de la Conférence régionale des élus des Laurentides

DS : Parlez-nous de la mise en place de la conférence régionale des élus des Laurentides.

CG : Si on se reporte au passé, j'étais un de ceux qui critiquait vivement la composition du CRD, qui contestait la majorité des représentants de la société civile. Mon point de vue n'était pas négatif envers les membres, mais bien plutôt par rapport au manque de participation des élus qui auraient dû être là et qui n'ont pas pris la place qui leur revenait à l'époque. Quand le gouvernement Libéral a mis en place les CRÉS, initialement il était question que ce soit seulement des élus. Par la suite cela a évolué, on a fait de la place à la société civile. Encore là, j'avais des réticences parce qu'on se retrouvait comme l'ancien CRD, avec une cinquantaine autour de la table. Ma première réaction a été de dire, on a changé les lettres CRD pour les lettres CRÉ. Je trouvais que c'était difficile de faire consensus quand on était une cinquantaine autour de la table. Je voyais encore la problématique de nos élus qui ne prendraient pas leur place.

Je me rappelle avoir fait des pressions auprès du ministère pour dire que ça prenait deux CRÉ dans les Laurentides, l'une pour le Sud et l'autre pour le Nord. On a une région qui est très longue, on part du Nord de Laval et on va jusqu'à Mont-Laurier. Évidemment, les problèmes du Nord ne sont pas les mêmes que ceux du Sud. On a fait un débat là-dessus entre maires et la décision finale fut de maintenir une seule CRÉ. Je me suis rallié à l'idée. Je dois dire que j'ai été agréablement surpris, dès les premières réunions, du fonctionnement de l'organisation, d'avoir une répartition équitable en les 8 MRC et aussi de la création de 12 secteurs d'intervention. Je suis donc très satisfait de l'évolution de la CRÉ. Si j'ai pris la relève à la présidence de la CRÉ, suite à la démission de Robert Poirier, c'est parce que je crois à la CRÉ. Mon prédécesseur, Robert Poirier, a fait un travail dynamique et efficace et on a un mode de fonctionnement très intéressant.

DS : Comment s'est fait le choix des 12 secteurs d'activités et comment s'est fait le choix d'intégrer au nombre de ces secteurs d'activité, la question du développement social.

CG : Il y a eu des discussions au niveau des maires : y aura-t-il ou non des socio-économiques. Parce qu'on ne parle plus de société civile, il y a un consensus régional qui dit que nos élus sont aussi des membres de la société civile particulièrement impliqués. C'est pour ça qu'on parle des secteurs socio-économiques. Pendant le même temps, les 28 représentants socioéconomiques de l'époque du CRD se sont réunis pour discuter de ce qu'ils entendaient faire comme proposition aux élus. Ils ont ainsi convenu qu'il y avait 12 secteurs extrêmement importants. Parallèlement, les élus avaient déterminé 8 secteurs importants. Élus et représentants socioéconomiques se sont vite entendus sur le fait qu'il y aurait 12 secteurs, dont celui du développement social. Aujourd'hui, je pense qu'à travers le Québec il n'y en a pas beaucoup de CRÉ qui fonctionnent comme nous et qui génèrent autant de partenariats.

Ce qui est assez unique c'est la façon dont le Fond de développement régional est partagé entre les 12 secteurs socioéconomiques. Dans la plupart des CRÉ on a reproduit le même fonctionnement que les CRD : des projets qui passent au travers de la permanence et qui sont ensuite amenés au CA pour décision. Chez nous c'est le contraire, l'argent est distribué aux 12 comités sectoriels au début de l'année financière, au moment du dépôt des plans d'action des comités. Ensuite ce sont les comités qui gèrent les projets, qui les acceptent sur la base de leurs critères et qui gèrent les projets. En fin

d'année, on a une reddition de compte qui permet aux élus de constater le bilan et de faire certaines recommandations. Il me semble que c'est unique au Québec. Notre idée derrière tout ça c'était de dire : «on va leur laisser l'argent, c'est eux qui savent comment faire les projets». Moi à mon avis c'est le coup de maître.



CHARLES GARNIER





Blandine Piquet Gauthier Directrice de la santé publique - Laurentides

DS : Quelle est votre lecture de l'état du développement social de la région des Laurentides?

BPG : Quand on regarde la région des Laurentides, globalement, on est porté à considérer que la situation socio-économique est plutôt favorable. Mais il faut regarder de plus près, car les Laurentides, c'est une région un peu particulière, composée de trois sous-régions. La plus peuplée de ces sous-régions est le Sud, avec des villes importantes qui constituent la banlieue nord de Montréal. Les populations y sont généralement plus jeunes et plus favorisées que dans les autres sous-régions, ce qui vient jouer sur la moyenne des Laurentides. Les statistiques régionales nous induisent en erreur, parce que la majorité de la population, presque 50 % est au Sud. Donc, même si on a l'impression que la région est plutôt favorisée, ce n'est pas vraiment le cas. Et j'ajouterai que même à l'intérieur du territoire du sud, il y a des poches de pauvreté.

Par contre, dès que l'on va vers le centre, la région de Saint-Jérôme ou encore plus au nord, le territoire d'Antoine-Labelle particulièrement, là on a vraiment au niveau social, et socio-économique de grosses difficultés : faible niveau de scolarité, décrochage scolaire, chômage et emplois précaires.

DS : Les Laurentides, pour plusieurs, c'est une région de villégiature, de tourisme; comment cela vient-il influencer sur la population?

BPG : Ici, il y a un a priori qu'il faut combattre. Souvent les gens pensent que du moment que c'est touristique, c'est riche, or les résidents, les locaux qui travaillent dans le tourisme, ont des emplois plutôt précaires, des emplois qui ne durent pas toute l'année, des emplois peu rémunérés avec des horaires extrêmement difficiles. Par exemple pour le territoire des Sommets, vers Sainte-Agathe, le développement du Mont Tremblant a entraîné un appauvrissement de la population de la région et ça, la plupart des gens ne le savent pas, ne le comprennent pas parce qu'ils pensent que le

Mont Tremblant c'est tellement merveilleux, que cela a attiré beaucoup d'emplois. Oui, cela a attiré beaucoup d'emplois mais pas nécessairement des emplois de qualité, ni des emplois stables. Au CSSS des Sommets on a noté que la négligence envers les enfants a augmenté quand le Mont Tremblant s'est développé. La négligence a augmenté parce que les enfants sont seuls, les parents travaillent dans les hôtels, ils travaillent avec des horaires de fou pendant la période touristique. Il faut vraiment s'enlever de l'idée que développement touristique égale richesse pour la population de la région.

DS : Un tel développement a sans doute fait en sorte que le prix des loyers augmente?

BPG : Tout à fait, cela concourt à l'appauvrissement de la population. Les logements sont devenus inabordables, d'ailleurs pour la table régionale en développement social c'est une des priorités avec le transport. Le transport est aussi un élément très important parce qu'évidemment, il n'y a pas de transport en commun, aussi bien pour les personnes qui veulent accéder aux services que pour les jeunes.

DS : Vous parliez d'un fort taux de décrochage scolaire dans la région.

BPG : En effet, le taux est élevé, et plus on va vers le nord du territoire, plus la proportion est importante. Pourquoi ne terminent-ils pas leur secondaire? Je pense que beaucoup d'éléments liés à l'avenir et au travail interviennent. Quand on habite Antoine-Labelle, il y a la forêt qui offre des emplois attirants pour les jeunes. Toutes les causes du phénomène n'ont pas encore été bien élucidées, mais on travaille là-dessus justement pour essayer de voir ce qui pourrait être développé pour stimuler cet intérêt pour les études. C'est l'un des objets de l'entente sur la réussite éducative des Laurentides qui touche l'ensemble des Laurentides.

Le PREL est un projet qui réunit les partenaires de la réussite éducative des jeunes dans les Laurentides. Il y a 13 partenaires dans le projet, évidemment le milieu de la santé, beaucoup de partenaires du milieu scolaire, Emploi Québec, le forum jeunesse, Ressources humaines développement des compétences Canada, Secrétariat à la jeunesse... Ensemble, on s'est donné un plan d'action sur trois axes :

- rechercher et comprendre les causes de l'abandon scolaire, essayer de trouver les moyens qui pourraient nous permettre de travailler à lutter contre ce phénomène,
- convaincre et rassembler : on veut informer et mobiliser les partenaires socio-économiques, les municipalités, les parents, les jeunes pour obtenir des engagements de tous les partenaires en faveur de la persévérance scolaire,
- et puis finalement agir au profit de la persévérance scolaire, de la réussite éducative, ça c'est le point auquel je tiens et que je rappelle toujours : la diplomation.

(Suite page 14)



BLANDINE PIQUET GAUTHIER



ENTREVUE

PAR CATHERINE LANDRY-LARUE
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL ESSOR CONSEIL

Au-delà des initiatives ponctuelles, il faut soutenir la consolidation

ENTREVUE AVEC LINDA DÉRY,
COORDONNATRICE DU GROUPEMENT
DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES
DES LAURENTIDES (ROCL)

De plus en plus d'acteurs sociaux s'entendent sur la nécessité de financer la mission des organismes communautaires, plutôt que de les obliger à mettre sur pied des projets pour leur assurer un financement nécessaire à leur survie. Bien que ces projets aient très certainement des retombées positives sur leur milieu, les organismes ont un rôle important bien déterminé à assumer, découlant de besoins soulevés par la communauté et visant une participation citoyenne et une transformation sociale à long terme.

Cette position qui est d'ailleurs maintenant reconnue dans la politique gouvernementale sur l'action communautaire est soutenue activement par le *Regroupement des organismes communautaires des Laurentides* (ROCL), qui représente 140 organismes de la région et qui invite d'emblée à reconnaître les valeurs portées par ces organismes. Linda Déry, coordonnatrice du ROCL, insiste en soulignant que le développement social est au cœur des pratiques communautaires et que le travail des organismes est orienté par une vision globale de la personne qu'ils perçoivent comme un citoyen, plutôt qu'un client, en misant sur ses expériences et son potentiel. De même, cette vision globale implique le travail sur les déterminants sociaux de la santé et du bien-être.

Si l'on considère que le développement social doit émerger de la communauté, on peut également envisager les organismes communautaires comme levier de ce développement. En effet, branchés sur le terrain, les organismes agissent sur les problèmes sociaux et mettent en place des approches novatrices pour les contrer. Ils suscitent la participation citoyenne et offrent une tribune et des espaces de participation aux personnes exclues. Par conséquent, ils entretiennent aussi le rôle de citoyens actifs, capables d'agir sur leur milieu de vie. Les orga-



Regroupement
des organismes
communautaires
des Laurentides

nismes communautaires rendent visibles et dénoncent les situations d'injustice sociale et misent sur la solidarité.

C'est d'ailleurs un des enjeux principaux que de favoriser la citoyenneté active. *«On sent un net recul sur le plan de la démocratie et des possibilités de s'investir dans les décisions. Il faut donner, à tous ceux qui le désirent, des espaces de participation et d'influence; sinon, il y a une perte sur le plan du développement social».*

Le rôle du ROCL va donc au-delà de sa présence à titre de porte-parole et d'interlocuteur face aux instances politiques. En plus d'animer la concertation des organismes communautaires de la région, de faire des représentations en matière de défense de droit ou de besoins de financement, le ROCL donne des formations aux conseils d'administration et employés du secteur. Ainsi, ces derniers s'approprient les enjeux, les principes et les approches véhiculés par le milieu communautaire et peuvent les transmettre au sein de leur milieu. Le ROCL insiste sur l'importance de la participation citoyenne des personnes qui fréquentent les organismes :

«...Les gens peuvent réellement reprendre pouvoir sur leur vie en partageant leur savoir et leur vécu. Il faut reconnaître leur apport et développer un savoir collectif. On ne peut pas décider d'en haut, sans tenir compte des connaissances de la base».

Reste maintenant à transmettre cette vision à nos décideurs, afin qu'eux aussi comprennent qu'il est important de *«consolider avant d'aller développer davantage et qu'il est frustrant de voir pousser des petits projets, financés en fonction d'objectifs imposés par les bailleurs de fonds et laissés à eux-mêmes au terme de l'entente. On crée des attentes dans la communauté et on ne*

LINDA DÉRY



consolide pas ces avancées». L'épuisement qui découle de cette recherche continuelle de financement entraîne souvent un roulement de personnel, phénomène qui va largement à l'encontre de la philosophie décrite précédemment, puisque l'expertise collective se dissipe.

Le mouvement communautaire est toutefois fort dans les Laurentides : *«On est capable d'avoir un rapport de force parce qu'on est très solidaire et qu'on représente une diversité de secteurs».*

En terme de gains, cette année, les sommes destinées à la mission des organismes ont été quelque peu augmentées permettant aux organismes d'actualiser leur rôle : *«c'est une brèche vers la reconnaissance financière».* Il est essentiel aussi de faire valoir que le rôle des organismes n'est pas de suppléer aux instances gouvernementales en offrant des services à prix plus avantageux. *«On sait que c'est impossible pour les services de santé et les services sociaux de répondre à toutes les demandes, car eux aussi sont sous financés. C'est facile de référer les gens vers le communautaire, mais le réseau a une obligation légale de rendre les services, les organismes c'est autre chose, on est né parce qu'il y a un besoin qui a été nommé par la communauté et on est là pour répondre à ce besoin, avec une toute autre façon de le voir, avec une appropriation collective, une approche d'éducation populaire et de démarche de sensibilisation».*

Organismes communautaires : Profil régional des Laurentides

PAR MARIE-JOSÉE OUELLET,
SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME DU QUÉBEC

Dans la foulée du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire, le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA) a été mandaté afin de produire des profils régionaux sur le soutien financier gouvernemental versé aux organismes communautaires afin de mieux connaître leur réalité et ce, dans chacune des régions du Québec. Ces profils seront diffusés au cours de l'automne. Voici un avant goût de ce que vous y trouverez.

Afin de pouvoir comparer la réalité socio-économique des régions les unes entre les autres, le SACA a développé un outil. À partir de certaines variables sélectionnées¹, cet outil situe la région des Laurentides comme celle ayant la situation socioéconomique la plus favorable. La population de la région représentait 6,6 % de la population québécoise.

La région des Laurentides compte 174 organismes communautaires (4,2 % de l'ensemble des organismes communautaires soutenus selon ce mode au Québec) soutenus en appui à la mission globale. Ces organismes se partagent une enveloppe de 14,6 millions de dollars (4,5 %). En moyenne, les organismes de la région sont mieux soutenus, avec 83 929 \$, que dans le reste de la province où le soutien financier moyen est de 78 493 \$.

Dans certaines municipalités régionales de comté (MRC), le soutien financier moyen versé est supérieur à la moyenne régionale. Ces MRC sont celles de La Rivière-du-Nord (93 881 \$), Deux-Montagnes (91 749 \$) et Thérèse-de-Blainville (86 449 \$). Notons que ces territoires étaient également les plus peuplés.

Les organismes communautaires génèrent une activité économique à ne pas négliger. Dans la région des Laurentides, on évalue leur importance économique à plus de 38 millions de dollars. On estime à plus de 940 le nombre d'emplois à temps plein dans ce secteur, ce qui placerait le secteur communautaire au quatrième rang des employeurs les plus importants dans la région. De plus, on évalue à plus de 75 000 le nombre de personnes qui pratiquent le bénévolat dans la région².

¹ Perspectives démographiques (2001-2026), variation de la population (1991-2003), revenu personnel disponible par habitant (estimation 2003), assistance-emploi (2004), scolarité (2001), taux de chômage (2003), pourcentage de la population en milieu rural (2001), rapport de dépendance démographique (2004) et profil de dépendance économique (2001).

² À partir de l'enquête de Statistique Canada Canadiens dévoués, Canadiens engagés : points saillants de l'Enquête nationale de 2000 sur le don, le bénévolat et la participation, publiée en août 2001.

(Suite de la page 12)

Il y a des projets qui se mettent en place comme le projet J'embauche un élève qui réussit où on essaye de demander aux employeurs de ne pas embaucher un jeune plus de tant d'heures, de s'assurer de ses résultats scolaires pour qu'il y ait un lien entre les deux. En fait, on sait que beaucoup de jeunes veulent gagner de l'argent et subissent l'attrait de l'argent rapide. Certains doivent aussi payer leurs études et finalement quand un jeune travaille à temps plein, va à l'école, il n'a pas le temps d'étudier.

On a mis en place une structure avec une coordinatrice du projet au niveau de la région, et pour chaque territoire (divisé en sud, centre et nord), il y a un agent de concertation qui travaille à mettre en place le projet en lien avec l'entente MSSS-MEQ. Le travail de cette année a été de finaliser ce plan d'action qui a été présenté au mois de novembre 2004 et je pense qu'à l'automne, ça va vraiment démarrer.

DS : Est-ce qu'on doit comprendre que cette façon de faire, de s'impliquer dans ce genre de

projet est révélatrice du rôle de votre organisation dans le développement social?

BPG : Dans notre plan régional en santé publique, on s'était donné un défi qui était d'exercer une influence positive sur les communautés qui se mobilisent et je pense que lorsqu'on agit sur les déterminants de la santé, les déterminants sociaux, habitudes de vie, etc. C'est pour cela que la DSP est activement impliquée dans le projet PREL. Je pense que l'on ne verra pas les résultats dans un an ou deux, mais d'ici une dizaine d'années, quand ces jeunes seront devenus adultes.

DS : Quels sont vos liens avec le secteur municipal?

BPG : À l'automne, je vais aller présenter les portraits de santé dans toutes les réunions de préfets des MRC. C'est sûr que j'orienterai ma présentation sur ce qui est en lien avec ce qu'ils peuvent faire. En terme d'habitudes de vie, j'ai déjà des idées. Je trouve que l'on ne s'implique pas assez, par exemple, dans les schémas d'aménagement. Je pense que c'est important car ces aménagements doivent favoriser les saines habitudes de vie et on peut avoir un effet déterminant sur les municipalités.

J'aimerais travailler de plus en plus avec les municipalités, parce que je suis docteur mais je parle de santé. Pour la santé, ce n'est pas d'un docteur dont on a besoin, c'est de l'ensemble de tous les éléments d'une communauté : milieu scolaire, milieu municipal. Je regrette un peu qu'il n'y ait pas de gens du milieu municipal dans le PREL. Si on avait avec nous une ou deux MRC, ça nous donnerait du poids.

DS : Quels sont les liens entre la DSP et les organismes communautaires du territoire?

BPG : À la Direction de santé publique, on s'est vraiment positionnés dans un rôle de deuxième ligne, c'est-à-dire d'expertise, d'accompagnement du centre de santé. Notre objectif, c'est vraiment que les groupes communautaires travaillent avec le Centre de santé. Donc, concernant les organismes communautaires, mon souhait ultime serait qu'ils soient en lien très étroit avec les CSSS. Le local, la première ligne, c'est vraiment sur le terrain que cela se passe. Je voudrais vraiment que la DSP se place au niveau de la deuxième ligne, au niveau du soutien et de l'expertise.



PAR MICHEL MOREL, COLLABORATION DANIÈLE AVELINE
ÉQUIPE DE RÉDACTION

Rencontre avec Hubert Meilleur, Maire de Mirabel

Mirabel est une ville qui s'est énormément développée depuis vingt ans. Sa population est passée de 16000 en 1987 à 35 000 habitants aujourd'hui. Son maire, Hubert Meilleur a des convictions fortes et n'a pas peur de les exprimer. Il est convaincu que si on veut vraiment développer un sentiment d'appartenance dans une communauté ou une ville, il faut le faire avec les gens du milieu.

Fort de ses 22 années d'expérience politique, il est d'ailleurs très sceptique quant à la réelle volonté de décentraliser du gouvernement : « En fait, on ne voit pas la véritable volonté de Québec de transférer des pouvoirs aux régions. Je n'ai pas besoin d'argent mais surtout de plus de pouvoir d'agir. Par exemple, en créant la Communauté métropolitaine de Montréal, le gouvernement est venu faire en sorte de tuer le développement en région. Si vous voulez vous donner des outils de développement, vous pourrez le faire seulement avec l'accord de la CMM. Je vous rappelle que les membres du Conseil de la CMM ne sont pas élus, c'est les maires des grandes villes qui sont à l'exécutif et qui décident pour les villes à l'intérieur de la région métropolitaine de Montréal ».

Il ne pense pas non plus que les Conférences régionales des élus viennent changer quoi que ce soit car les CRÉ, selon lui, n'ont pas vraiment le pouvoir de décider. Et il précise : « Je ne vois pas dans la pratique de changements, seul le discours change. Les grosses machines à Québec gardent le pouvoir et nous, les élus locaux ne sommes pas capables de décider pour nos citoyens. Et on n'a pas d'élus assez forts pour contrer ce pouvoir central ».

Le développement social à Mirabel

M. Meilleur affirme que si la Ville réussit à faire un peu de développement social c'est quand elle parvient à passer à côté des pouvoirs centraux.

Il cite l'exemple du parc du Bois de Belle Rivière :

« On a créé une OSBL pour être capable de développer ce projet. S'il était à la Ville, il serait bien trop cher à gérer. On serait pris dans les carcans syndicaux et on l'aurait abandonné faute de moyens ».

Il parle du développement social comme d'une « nécessité » qui vise à donner une qualité de vie à tous. Pour illustrer ses propos, M. Meilleur cite l'exemple du budget de 239 000\$ que Mirabel octroie aux maisons de jeunes, ainsi que le prêt de locaux aux organismes, afin que ces derniers offrent des activités aux personnes et les sortir de leur isolement.

Pour avoir les moyens d'offrir des services et de faire du développement social il y a, selon lui des conditions à réunir « Il faut se donner une richesse par le développement économique. Je suis d'accord avec le fait qu'il faut protéger les territoires agricoles mais les lois sont mal définies. À Mirabel il y a 12000 hectares de terrains qui ne serviront jamais à des fins agricoles et qu'on pourrait développer autrement pour créer des revenus additionnels. Cela permettrait alors d'avoir les moyens de faire du développement social ».

Le développement économique

M. Meilleur nous explique les problèmes qu'il rencontre alors qu'un promoteur veut s'établir à Mirabel et a besoin de 2500 acres pour développer un projet résidentiel : « On ne pourra jamais faire ça car Québec nous en empêche, on n'a pas ce pouvoir-là. De plus ici on commence à manquer de main-d'œuvre ».

M. Meilleur affirme que sa ville est la moins taxée si on la compare à des villes qui offrent des services comparables. Et la situation économique est plutôt bonne : « Une étude nous dit que le revenu moyen est de 53 000 \$ et le taux de chômage de 4%. On a beaucoup de travailleurs en aérospatial. Pour nous c'est important qu'ils vivent et travaillent dans la région ».

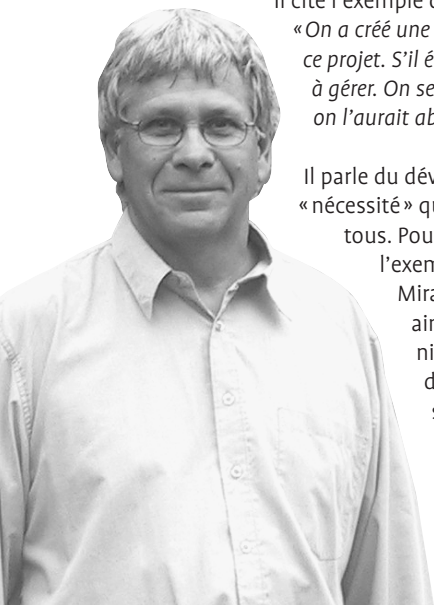
Il rappelle également que le développement économique est primordial pour la municipalité car : « L'industrie paie le double de taxes du résidentiel. Et l'industrie ne coûte rien au niveau service, alors que les résidents consomment des services de loisirs, de culture, etc. ».

La place des citoyens

En arrivant à la Ville, le maire de Mirabel a créé des Comités locaux d'action municipale (CLAM), aujourd'hui, un autre modèle est mis de l'avant : quatre Commissions dont une de développement social permettent aux citoyens de s'exprimer. « Souvent on est obligé d'expliquer pourquoi on ne fait pas ceci ou cela : c'est parce que Montréal ou Québec nous en empêchent. Avec les Commissions on espère que cela va donner à la Ville une force de frappe ».

Par ailleurs la vie communautaire est dynamique à Mirabel et plus de 700 bénévoles s'impliquent. Les citoyens ont besoin de sentir un sentiment d'appartenance et ce n'est pas, selon M. Meilleur, en déracinant les jeunes qu'on peut y arriver : « On envoie les jeunes du secondaire dans une grosse polyvalente car il n'y en a pas ici. Quand on pense qu'au-delà de 30% de nos jeunes décrochent, c'est parce qu'on les a déracinés de leur milieu et on a coupé le contact entre l'école et les parents ».

En concluant, M. Meilleur affirme qu'il y a une sorte d'équité dans le développement d'un milieu entre différentes catégories de citoyens : « Mirabel est un bon exemple où la fusion de 14 municipalités a permis d'entretenir un réseau routier dans la partie rurale grâce à la richesse foncière d'autres secteurs ».



HUBERT MEILLEUR
MAIRE DE MIRABEL



Le parc du Bois de Belle Rivière, entrevue avec Stéphane Michaud de la CPEM



LES MEMBRES DE LA CORPORATION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT À MIRABEL

La petite histoire du parc

Le Parc du bois de Belle Rivière est un espace de 2 km² qui a fait l'objet d'investissements publics importants mais qui a finalement été laissé à l'abandon pendant environ 7 ans. À l'origine, il appartenait au gouvernement fédéral, puis, devant les coûts d'entretien importants, le fédéral en a confié la gestion au provincial qui, après plusieurs années d'opération, est arrivé à la même conclusion.

Aujourd'hui, c'est la *Corporation pour la protection de l'environnement à Mirabel* (CPEM) qui en est le gestionnaire. Cette OBNL existe depuis 1991 et a pour mission la protection de l'environnement à Mirabel. Le Conseil d'administration est constitué de bénévoles, de représentants de la Ville et de citoyens.

Monsieur Michaud nous explique le cheminement de la CPEM : « On voulait conserver le parc, avec sa vocation environnementale. C'est quand le Conseil régional des Laurentides a décidé de sauvegarder le parc qu'on a eu une réelle ouverture. On ne savait pas trop comment

faire, c'est avec le temps qu'on a avancé. Dans un premier temps, on a obtenu des fonds du CRD et la municipalité nous a donné le mandat de développer le parc. »

Même si un objectif d'auto financement était fixé, après 8 ans d'efforts, l'organisme constate que l'objectif était impossible à atteindre, même si les résultats sont importants, puisque l'autofinancement atteint 45%. Ceci est exceptionnel car en Amérique du Nord, les parcs à vocation publique de ce genre s'autofinancent à 35%. Le maire de Mirabel, un homme connu comme un amoureux de la nature, est Président de la CPEM et les rapports sont excellents avec la municipalité.

Le partenariat dans toutes les phases de développement

La remise en état du parc aura pris 5 ans et le travail pour chaque étape s'est fait avec les organismes du milieu. La première vocation est le maintien du parc comme tel : le stationnement, l'entretien général. Cela se fait principalement avec des organismes partenaires, plus

de 25 groupes sont impliqués. Le Flores, un organisme qui travaille avec des personnes handicapées, les scouts, les services correctionnels du Canada, les retraités, l'Association chasse et pêche, Katimavik Canada, des projets d'intégration avec Emploi Québec, sont autant de partenaires qui ont permis d'avoir la main-d'œuvre nécessaire pour l'entretien.

Au-delà du travail effectué, toute une vie communautaire est sous-jacente au projet : « Mettre en présence des gens de différents milieux crée un milieu très riche. On organise des activités de reconnaissance, des événements et des sorties pour les bénévoles ». Monsieur Michaud explique les difficultés particulières auxquelles le projet doit faire face : « On a essayé de créer une synergie. Il y a une heure sur deux qui est faite par un bénévole, ce qui est un grand défi. Le personnel permanent est très réduit. Il y a des apprentissages à faire et de l'éducation à faire avec les employés,

car on ne peut tout attendre des bénévoles qui peuvent être irréguliers ou qui ne font pas tout à fait les choses comme des professionnels. On ne donne pas un service dans les mêmes conditions qu'une municipalité et il faut expliquer ce qu'on a réussi à faire dans des conditions parfois assez difficiles. »

De projet en projet, la CPEM s'associe de nouveaux partenaires. Cette année, par exemple, l'aménagement de la plage va se faire avec la collaboration de la compagnie NAYA qui finance le matériel pour les constructions. Un autre exemple : un groupe qui fait des activités médiévales et qui fréquente le parc depuis 7 ans. Ils ont construit des infrastructures pour eux mais qui servent pour des événements d'autre nature. Dans le chapiteau ont lieu des fêtes comme celle des employés de la caisse Desjardins. Différents services leur sont offerts sur place comme les repas, le coucher, la sécurité, etc.



STÉPHANE MICHAUD

Et le développement social dans tout ça?

Monsieur Michaud «On développe un parc mais on est aussi un plateau d'intégration et on fait du développement social structurant sur plusieurs niveaux. On voit là toute une générosité des personnes qui travaillent et des bénévoles. Notre travail est basé sur l'estime de soi et le respect de l'être humain. Aujourd'hui, on est une sorte de plateau de travail et on travaille globalement sur plusieurs axes. C'est vraiment du développement social».

Monsieur Michaud s'enthousiasme lorsqu'il parle du parc: «Il y a un sentiment de fierté qui se dégage chez les partenaires: une vingtaine d'OBNL, une cinquantaine de bénévoles et une quarantaine d'employés l'été sont fiers de participer à une cause régionale et sociale. Ce parc est un joyau chez nous et on est fier de contribuer à son développement, c'est un bon exemple de développement social où l'humain est au centre des préoccupations».

Les projets futurs

Le prochain projet est de consolider les services à la clientèle et d'ouvrir en pensant aussi à la clientèle internationale. Monsieur Michaud parle de la notoriété du parc en ces termes: «On est bien connu, mais pas encore assez. On n'a pas un gros budget de promotion, cela fonctionne par le «bouche à oreille». On n'est pas encore investi du côté de la population urbaine». Et il mentionne la croissance importante de la clientèle: «Alors que la fréquentation du parc était de 12 000 personnes par année en 97, ce sont 60 000 personnes qui le fréquentent aujourd'hui. On est ouvert à l'année et on a développé des activités spécifiques pour l'hiver».

Là où les gouvernements ont échoué, la CPEM semble donc réussir à maintenir un parc accessible à la population, tout en permettant d'offrir des plateaux de travail à une population plus vulnérable.



ENTREVUE

PAR CATHERINE LANDRY-LARUE

COOPÉRATIVE DE TRAVAIL ESSOR CONSEIL

EN COLLABORATION AVEC L'ÉQUIPE DE RÉDACTION

Entrevue avec Marc Gascon

Maire de Saint-Jérôme

Président du Réseau québécois des Villes et villages en santé RQVVS

DS: Quel est le rôle d'un maire en développement social?

Marc Gascon : C'est l'affaire de la communauté entière, de s'occuper de son développement. Chacun a un rôle particulier: le communautaire, le gouvernement, le monde des affaires, etc. Tous sont responsables de la santé de la communauté, à tous points de vue. Il faut tisser des liens positifs entre les milieux.

Les projets Villes et Villages en Santé sont d'ailleurs de bons leviers en matière de développement social. C'est une démarche de concertation par laquelle on demande aux gens d'agir sur leur milieu, en fonction des besoins spécifiques de chacune des communautés.

DS: Par quels moyens une municipalité peut-elle favoriser les arrimages avec les gens d'affaires?

M.G. : Les municipalités étant le palier de gouvernance le plus près de la communauté, doivent sensibiliser les gens d'affaires à l'importance de favoriser de bonnes relations avec les citoyens. Elles doivent également les inciter à s'impliquer dans la vie municipale, à donner leur avis et non seulement à agir comme commanditaires. Les gens d'affaires doivent être consultés. C'est ce que nous avons fait dans le cadre de la revitalisation du centre-ville. Il faut que les gens d'affaires soient constamment à l'écoute des citoyens. Ce n'est pas parce qu'un commerce est établi depuis longtemps dans une municipalité qu'il peut se permettre de faire ce qu'il veut et croire que les citoyens vont l'approuver. Toujours dans le cadre de la revitalisation du centre-ville, on se demandait si c'était la ville ou les commerçants qui devaient entamer les démarches. Lorsque les gens ont pris connaissance des plans, ils ont exprimé de nombreuses critiques et réserves. Plusieurs ne croyaient pas à cette revitalisation et ne semblaient pas avoir de vision d'avenir. Le programme de rénovation des façades était un programme partagé où la ville s'impliquait financièrement. Les deux ou trois premiers commerçants étaient réticents au départ, mais maintenant, autant les citoyens que les commerçants, sont convaincus du bien-fondé de cette démarche. La cohésion sociale, c'est important.

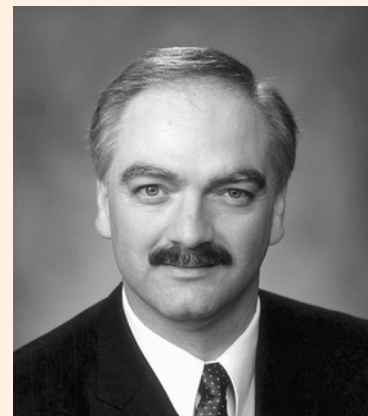
DS: Quelles sont les problématiques sociales présentes dans votre ville?

M.G. : La problématique du logement ne nous touche pas trop... on accorde beaucoup de permis de construction et les nouveaux résidents amènent une nouvelle richesse, une nouvelle culture...

Le vieillissement de la population nous touche davantage, d'autant plus que les personnes âgées n'ont pas nécessairement les mêmes moyens financiers qu'avant leur retraite. La ville investit annuellement des sommes importantes pour mettre en place des logements abordables destinés aux personnes âgées. On utilise des programmes tels qu'Accès-Logis, pour faire un projet de logements conjointement avec des organismes du milieu.

DS: Les décisions prises à la Ville ont-elles des répercussions sur la santé et la cohésion sociale?

M.G. : Effectivement, les décisions prises au Conseil de Ville ont d'importantes répercussions, mais il faut spécifier qu'elles ne sont pas l'œuvre d'un seul homme. Depuis les 10 dernières années, les choses ont beaucoup changé et pour le mieux. Étant donné que Saint-Jérôme est une vieille ville, on pensait qu'il n'y avait plus de développement à faire. La fusion des quatre villes a été très profitable et cela s'est bien passé. La ville était dotée d'un cégep et de centres commerciaux, d'une bonne vie associative. Les cultures différentes ont été faciles à combiner. Il ne fallait pas que l'ancienne ville de Saint-Jérôme s'impose; il était important de reconnaître les particularités de chacune des quatre villes. Intégrer les 500 employés représentait une tâche importante, compte tenu de l'existence de 5 syndicats de cols bleus et de 5 de cols blancs. Toutes les conventions collectives sont maintenant renégociées.



MARC GASCON

(Suite page 19)



Le Coffret Rencontre avec Line Chaloux

Le Coffret est l'organisme régional en matière d'accueil et d'établissement des immigrants dans les Laurentides. Situé dans la ville de St-Jérôme, le Coffret œuvre depuis 1990 à l'encadrement des nouveaux arrivants et à la promotion de la régionalisation de l'immigration.

Le Coffret est logé au Méridien 74, mais, qu'est-ce que le Méridien 74 ?

C'est un centre communautaire qui permet à une trentaine d'organismes d'organiser une diversité d'actions. Parmi les organismes présents, se trouvent des organismes qui étaient déjà là à l'époque où le Méridien 74 était une église paroissiale avec une fabrique qui gérait la paroisse : les scouts, le Cercle des fermières, les clubs d'âge d'or et des comptoirs d'aide alimentaire. À ces services et activités, se sont ajoutés d'autres organismes qui cherchaient des locaux pour s'installer. Line Chaloux, directrice générale du Centre, explique : « Notre organisation a toujours eu une préoccupation d'être une sorte de laboratoire communautaire et de servir d'incubateur communautaire, donc on a toujours eu des locaux pour permettre à des nouveaux organismes de se développer ».

Méridien 74 héberge aussi d'autres types d'activités comme les Alcooliques anonymes, les Dépendants affectifs anonymes et les Gamblers anonymes. Tous les dimanches, se tiennent également des activités religieuses, comme les messes, pour permettre à la paroisse de garder son identité et à la communauté de se rencontrer dans ce lieu-là. Un petit groupe de personnes âgées du quartier qui avaient des activités depuis une vingtaine d'années (les Adorateurs) continuent à se réunir ici.

Mais qu'est-ce que le Coffret ?

Parmi les organismes importants au Méridien actuellement, le Coffret est celui qui prend le plus d'espace et qui mène le plus d'activités. Cet organisme est né à la fin des années 80, dans les Laurentides, après une étude démographique sur le vieillissement de la population, la dénatalité et l'immigration. Line Chaloux : « Parmi les recommandations de l'étude, il était proposé de mettre sur pied un organisme qui aiderait l'intégration des nouveaux arrivants, un besoin réel car il n'y avait aucun organisme du genre dans la région. Le sigle Coffret signifie : Centre d'Orientation et de Formation pour Favoriser les Relations Ethniques ».

La vocation du Coffret, c'est l'intégration des immigrants mais surtout le rapprochement interculturel et la sensibilisation à la diversité culturelle, autant au niveau des institutions dans l'application des services adaptés qu'auprès de la population pour l'ouverture à la différence. « On a fait des expositions dans les écoles, des interventions auprès des corps policiers pour faire de la formation. Avec les CLSC, on s'assure que dans notre région, les

services sont adaptés pour bien répondre à la communauté immigrante pour faire en sorte que personne ne va tomber entre deux chaises ». Le partenariat que le Coffret a développé au cours des quinze dernières années semble porter fruit puisque aujourd'hui, les CLSC, les écoles, le service de sécurité appellent l'organisme pour son expertise. Par exemple, avant de placer un enfant dans une famille d'accueil, la DPJ fait appel au Coffret, comme médiateur dans un dossier. « On a vraiment pu développer un partenariat qui fait en sorte de protéger les immigrants dans leur absence de référence face à nos mesures de sécurité et à nos mesures sociales » souligne la directrice.

Le coffret s'implique aussi dans le rapprochement interculturel, notamment entre les immigrants et la population du quartier. Fort du constat que les gens vivent les mêmes difficultés et ont les mêmes besoins de se créer des réseaux, d'être soutenus dans leurs démarches et d'être outillés pour développer des plans de vie, l'organisme a conçu un projet nommé : Fortification de quartier. Line Chaloux le décrit ainsi : « Notre objectif est d'offrir un concept intégré de services à la population, d'environ 800 personnes qui vient chez nous chaque semaine. On va accueillir la personne qui vient chercher un service d'aide alimentaire et on va l'accompagner pour qu'elle identifie quels sont les autres services dont elle aurait besoin pour ne plus avoir besoin de fréquenter le service d'aide alimentaire ». Le projet de fortification de quartier vise donc à créer des réseaux où les gens vont développer des habiletés pour être en mesure de reprendre confiance en eux, capables de se projeter dans un avenir, de développer des liens avec les autres et où ils vont être l'acteur principal de leur devenir.

Cette idée de créer des réseaux est présente dans toutes les activités, comme dans la salle de couture aménagée en partenariat avec le Cercle des fermières. Dans cette salle, se fait de la récupération de vêtements pour les réfugiés, ce qui permet de créer des liens et de créer un petit

réseau entre les femmes qui vivent de l'isolement. Le café Internet est un autre exemple. L'objectif du café Internet dans un premier temps, c'était de permettre aux réfugiés, puis aux immigrants en général, d'avoir un lieu de communication économique avec leur famille. Le café Internet fonctionne bien et il permet de briser l'isolement chez les hommes.



LINE CHALOUX



Le Coffret développe aussi des activités culturelles pour les communautés immigrantes (Africains, Colombiens, Vénézuéliens, Péruviens, Equatoriens, Costa Ricains), afin qu'ils brisent leur isolement et réussissent à garder vivante leur origine culturelle. En général, le Coffret offre un accompagnement et un soutien aux familles et aux personnes dans leurs démarches : processus de francisation, alphabétisation avec des professeurs bénévoles, insertion sociale par des activités d'insertion semi professionnelle, etc.

Pour réaliser ces nombreuses activités, le Coffret s'associe à de nombreux partenaires en éducation, en santé, au niveau des divers ministères avec qui les nouveaux arrivants doivent transiger.

Le Coffret, c'est aussi :

- une banque d'environ 200 logements;
- des conseils avant la signature du bail;
- une banque d'interprètes;
- une aide à l'inscription des enfants dans les écoles;
- un accompagnement des personnes dans les démarches auprès des institutions publiques et privées (Centre Travail Québec, carte d'assurance-maladie, numéro d'assistance sociale, Bell téléphone,...);
- une source d'information et de référence vers les ressources locales et régionales
- un club de jumelage en sollicitant la collaboration des familles québécoises afin de faciliter l'intégration rapide des nouveaux arrivants.

(Suite de la page 17)

On a bâti un plan stratégique à partir de consultations menées auprès des élus, de la direction de la ville et des citoyens. Le plan de match découle des différentes visions exprimées, tant par l'administration municipale que par les citoyens. Notons que l'environnement est un enjeu important pour les citoyens des Laurentides.

Tous les services de la municipalité doivent faire un bilan des échanges qu'ils ont avec les citoyens. Les fonctionnaires sont sensibles à ces principes, étant eux-mêmes citoyens.

DS : Quels sont les problèmes auxquels vous voulez vous attaquer et vos préoccupations en matière de développement social?

MG : Saint-Jérôme, en tant que capitale régionale, abrite les grands services gouvernementaux. En conséquence, il y a une importante immigration des personnes plus vulnérables qui viennent gonfler les rangs des pauvres et des aînés. Le tissu social est cependant d'une mixité intéressante, car plusieurs jeunes familles viennent également s'établir ici.

On a mis en place une politique familiale et une politique culturelle. On a un projet de centre communautaire à vocation multiple, géré par et pour les aînés. On fait en sorte que les aînés se prennent en main pour mettre sur pied un projet qui sera à leur image et qui saura interférer avec les autres ressources du milieu.

Notre mission est de faire en sorte que tous vivent bien ensemble. On est le palier de gouvernement le plus proche des citoyens. On veut créer des milieux de vie où les humains, élus et citoyens, se parlent.

DS : Le fait d'être un Centre de services pour la région des Laurentides vous apporte-t-il des problématiques spécifiques ?

MG : Le centre de détention fait partie de nos réalités et il occasionne une forme d'immigration. Une personne condamnée provoque souvent la migration de sa famille : cette dernière souhaite lui rendre visite et favoriser sa réintégration.

Saint-Jérôme a également un hôpital psychiatrique, ce qui est comporte un certain nombre de défis.

Les Laurentides sont appelées à se développer énormément, mais l'argent ne suit pas, probablement parce qu'on est près de Montréal. Ceci fait partie de nos enjeux régionaux. De plus en plus de ressources communautaires viennent suppléer aux services gouvernementaux, ce qui mobilise les gens sur des responsabilités qui appartiennent au gouvernement.

Un organisme communautaire, le Coffret accueille les immigrants qui nous alimentent en matière de nouvelles richesses culturelles. Il est important de bien les intégrer à nos communautés. On est leur terre d'accueil et, malgré le choc des cultures, ils sont fort motivés à s'intégrer. Pour favoriser les échanges, on parle avec eux, on communique, autour d'une table. L'intégration passe par le ventre !